

L'importance de l'apport de l'étranger et des étrangers pour l'économie

Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce

Dans le contexte actuel de crise économique et sociale en Europe, il est important de mettre en exergue la forte contribution étrangère au succès économique luxembourgeois.

Dans une nouvelle édition de son bulletin économique *Actualité & tendances*, qui sera présentée au public en fin du mois et pourra être commandée via eco@cc.lu, la Chambre de commerce propose quelques jalons pertinents de réformes pour renforcer la cohésion sociale et la capacité d'intégration du pays, et ce pour assurer que l'apport socio-économique des étrangers trouve son juste contrepoint au niveau politique.

Alors qu'il existe maintes façons d'approcher l'influence étrangère sur notre microcosme socio-économique, les quelques chiffres phares ci-après soulignent l'ampleur du phénomène:

- 43% des habitants du Grand-Duché n'en sont pas citoyens. Les autochtones, plus âgés, font apparaître un solde naturel négatif.

Seuls le solde migratoire et le solde naturel positif des étrangers, plus jeunes, font que le Luxembourg ne subit pas de déclin démographique.

- Plus de trois salariés et créateurs d'entreprises sur quatre sont des ressortissants étrangers.

Le nombre d'emplois a doublé sur les vingt dernières années, le travail frontalier progressant de 450% au cours de cette période.

- La part du commerce extérieur dans le PIB dépasse celle de la consommation des ménages résidents.

Les investissements directs étrangers ont atteint la somme vertigineuse de 114 milliards de dollars en 2010, soit 2,8 fois la richesse produite.

- La somme des bilans des banques atteint EUR 770 milliards et les OPC gèrent des actifs nets de l'ordre de EUR 2.200 milliards, soit 55 fois la valeur du PIB.

Indépendamment de l'angle d'approche, le profil socio-économique du pays fait ressortir un important mainmise transfrontalière, sans laquelle l'économie na-

tionale serait dans l'incapacité de remplir ne serait-ce que ses fonctions de base. En l'absence d'une économie performante et rayonnant bien au-delà de ses frontières, le Luxembourg n'aurait pas pu se doter d'un des systèmes redistributifs des plus généreux au monde, dont bénéficient en premier lieu les résidents.

Besoin de cohésion sociale

Depuis les balbutiements de l'industrialisation, la disponibilité d'une main-d'œuvre transfrontalière et l'attraction de capitaux et de savoir-faire étrangers sont largement à la base du succès économique et du niveau de vie élevé du Luxembourg.

Si ces différents flux migratoires se distinguent par leur ampleur et par le statut social des personnes immigrées, un trait commun est perceptible: l'écrasante majorité des étrangers présents aujourd'hui sur le territoire sont des citoyens européens.

Or, cette immigration a davantage été portée et facilitée par la libre circulation des travailleurs au sein du marché unique que par un volontarisme politique national

particulièrement proactif. Les réformes posées par la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, notamment l'introduction du principe général de double nationalité et d'un droit du sol de deuxième génération, ralentiront l'internationalisation de la composition de la population, sans pour autant l'endiguer.

Il est évident que le pays doit se préparer à d'importantes réformes afin de pouvoir garantir la cohésion ordonnée et démocratique entre les autochtones, peut-être bientôt en situation minoritaire, et les étrangers.

Or, le Luxembourg ne pourra, et ne devra, pas se fixer pour objectif d'«intégrer» tous et chacun de ses nombreux ressortissants étrangers. Le Luxembourg doit opter pour un modèle d'intégration qui suggère le caractère mutuellement complémentaire des différentes communautés ethniques, qui peuvent garder une identité propre tout en s'intégrant dans notre mosaïque sociale.

Notre pays doit optimiser sa «capacité d'intégration» et se montrer «ouvert» vis-à-vis des étrangers. Enfin, il doit optimiser les chances d'une intégration réussie des étrangers en proposant un



Carlo Thelen

cadre qui soit cohérent et propice à cette fin.

Il faut souligner le rôle fondamental que joue l'école aux fins de l'intégration des non-Luxembourgeois. La bonne intégration des enfants est la meilleure garantie d'une intégration réussie de leur famille.

Finalement, nous devons faire preuve d'une grande ouverture d'esprit. La mentalité propice à l'inertie et à la défense myope d'acquis de tous genres doit être brisée, et nous devons nous rendre à l'évidence que, sans les ressources transfrontalières, notre pays cesserait tout simplement d'exister.